

[Français]

**M. Jean-Claude Malépart (Sainte-Marie):** Monsieur l'Orateur, premièrement, je tiendrais à féliciter le député de Bellechasse (M. Lambert) de sa bonne intention, qui veut que le gouvernement accorde des allocations aux femmes qui demeurent volontairement à la maison pour prendre soin de la famille au lieu d'aller sur le marché du travail, et cela en vue d'assurer un revenu familial supplémentaire au revenu gagné par le père et correspondant aux besoins de la famille.

Malheureusement, dans la conjoncture actuelle et selon Statistique Canada, nous remarquons qu'une catégorie de citoyens au Canada est de plus en plus pauvre et que les riches sont de plus en plus riches. Je craindrais qu'avec un nouveau programme de subvention pour les femmes au foyer nous ne récolterions que des miettes, et personnellement je crois que les femmes méritent beaucoup plus que cela. En effet, il y a plus de 700,000 chômeurs au Canada, dont un fort pourcentage de femmes. Il y a aussi deux millions de citoyens du troisième âge dont 54 p. 100 de cette catégorie, soit 1,166,000 n'ont comme revenu que leur pension de sécurité de la vieillesse avec le supplément de revenu garanti, qui ne leur donne que \$325.95 par mois et \$602.44 pour le couple. Et nous comptons également sept millions de citoyens dont les revenus sont inférieurs à 10,000 dollars par année, et nous remarquons dans nos provinces que de plus en plus de citoyens dépendent de l'aide sociale, par exemple: 59,000 bénéficiaires d'aide sociale à Terre-Neuve, 10,000 dans l'Île-du-Prince-Édouard, 73,000 au Nouveau-Brunswick, 61,000 en Nouvelle-Écosse, 511,000 au Québec, 395,000 en Ontario, 59,000 au Manitoba, 49,000 en Saskatchewan, 100,000 en Alberta, une province riche, 179,000 en Colombie-Britannique, 6,000 dans les Territoires du Nord-Ouest, ce qui fait un total de 1,508,400 personnes qui bénéficient de l'aide sociale au Canada et parmi ces personnes nous remarquons une forte proportion de femmes et de familles monoparentales.

Monsieur l'Orateur, je pense que pour aider les femmes qui demeurent au foyer, il serait préférable que le gouvernement établisse immédiatement un programme de revenu garanti, et pour s'assurer que ce programme sera un véritable programme qui aidera les catégories de citoyens à revenu moyen, il faudra premièrement étudier tous les coûts d'administration des divers programmes sociaux que nous comptons présentement, tant au gouvernement fédéral qu'au gouvernement provincial. Par exemple, il y a la pension des anciens combattants, la pension de la sécurité de la vieillesse, le supplément de revenu, les allocations familiales fédérales et provinciales, le crédit d'impôt-enfant, le bien-être social. Il y a aussi la politique des logements sociaux comme les HLM qui est une façon de venir en aide aux familles à faible revenu. Il y a aussi au Québec et dans d'autres provinces l'impôt foncier scolaire. Nous remarquons que la plupart de ces programmes, à mon avis, ne sont que des cataplasmes sur une jambe de bois.

Alors il serait préférable de faire une étude immédiatement de tous ces programmes pour en arriver à un programme de revenu minimum garanti qui nous permettrait de couper des sommes considérables sur le plan administratif et de gestion. Ces sommes récupérées donneraient des remèdes aux véritables citoyens. De plus, je crois qu'il serait urgent que, pour aider cette catégorie de citoyens immédiatement, il faudrait que le gouvernement progressiste conservateur, ainsi que le

### *Allocation de la femme au foyer*

député de Bellechasse aident les députés libéraux à empêcher le gouvernement de hausser le prix du pétrole, car on sait quelle importance a le prix de l'huile à chauffage et de l'essence sur les citoyens à revenu moyen.

Il faudrait aussi forcer le gouvernement à établir des programmes de subventions aux locataires; troisièmement, maintenir et améliorer les programmes de la Société canadienne d'hypothèques et de logement qui aident les familles à accéder à l'achat de la propriété, et quatrièmement, établir un programme de revenu garanti en tenant compte des besoins de la femme au foyer, et de tous les citoyens à faible revenu.

[Traduction]

**M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre):** Monsieur l'Orateur, que le député de Kent (M. Holmes) se rassure, je serai assez bref pour lui laisser le temps de participer au débat.

Je trouve intéressant que, pendant que nous sommes ici à débattre une motion qui porte sur les droits de la femme, près de nous, de l'autre côté de la rue, un édifice qui pendant des dizaines d'années a été un bastion de la masculinité, est la proie des flammes. Je suis sorti pour constater moi-même que le Rideau Club était en feu. Ce n'est que tout dernièrement que les femmes y ont été admises. Je me demande si certains de ces hommes n'ont pas été tellement dérangés de voir des femmes parmi eux qu'ils ont décidé d'en finir. Cependant, les pompiers de la ville d'Ottawa combattent de pied ferme l'incendie et peut-être réussiront-ils à sauver le bâtiment.

Je tiens à témoigner mon appui à la proposition du député de Bellechasse (M. Lambert) et je n'ai pas l'intention de restreindre cet appui par des «si» et des «mais» comme nous en avons entendu au cours du débat. Ils résonnent encore à mes oreilles les propos tenus la semaine dernière pour rappeler qu'il y a 50 ans, le Conseil privé avait accordé aux femmes le statut de «personnes». S'il s'agit de personnes, le moins qu'on puisse dire, c'est qu'elles devraient être égales aux hommes. Mais je pense que cette égalité n'est pas pour demain.

On a cité des statistiques sur les revenus pendant la vie active et au moment de la retraite. Ces statistiques qui montrent à quel point les femmes sont désavantagées devraient nous faire honte. De toute évidence, si l'on veut parler de sécurité et d'égalité chez les retraités, il faut commencer par établir l'égalité sous tous les aspects.

Le député de Wetaskiwin (M. Schellenberger) a cité un rapport dont les auteurs se demandent si le fait de verser un salaire aux maîtresses de maison pourrait donner un caractère légitime à ce genre d'emploi et avoir des effets sur la structure sociale. Moi, je dis que le choix devrait être laissé aux femmes. Elles devraient être libres de chercher un emploi à l'extérieur de la maison ou bien de restreindre au foyer pour élever leurs enfants et servir ainsi leur famille. Tout le monde dit que les femmes sont libres de le faire, mais dans un monde où les problèmes économiques sont si grands, elles ne sont pas libres si la situation économique est telle qu'elles doivent aller travailler à l'extérieur pour augmenter le revenu familial. J'aimerais voir, en plus d'une rémunération égale pour un travail égal dans le cas des femmes travaillant à l'extérieur du foyer, un arrangement où on leur paierait leurs services si elles restent à la maison, élèvent leurs enfants et s'occupent de leur famille.